



## Sommaire

### Société

- **Rapport mondial sur les sciences sociales: Divisions dans les savoirs** (p.1)

### Sciences & Techniques

- **State-of-the-art electricity storage systems: indispensable elements of the energy revolution** (p.2)

### Economie

- **Economic and Trade Relations between North Africa and the Leading Players in the Mediterranean Basin** (p.3)

- **La Diète Méditerranéenne pour un développement régional durable** (p.4)

### Environnement

- **The Dynamics of Global Water Futures: Driving Forces 2011-2050** (p. 5)

- **World energy, technology and climate policy outlook** (p.6)

### Politique

- **L'Union Européenne et le Maghreb : Quel engagement un an après le « Printemps arabe » ? : La sécurité durable au Maghreb** (p.7)

### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99  
Email : [contact@ires.ma](mailto:contact@ires.ma)

## ◆◆◆ SOCIETE

### ► **Rapport mondial sur les sciences sociales : Divisions dans les savoirs/** Conseil International des Sciences Sociales (CISS) & l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), 2012

Source : [unesdoc.unesco.org/images/0018/001883/188333e.pdf](http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001883/188333e.pdf)

Tags : [Société](#) | [Sciences Sociales](#) | [Savoir](#) |

Le Conseil International des Sciences Sociales a publié, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, un rapport examinant l'état des sciences sociales dans le monde.

Le rapport tient compte du contexte actuel marqué par l'accentuation des mouvements sociaux, partout dans le monde. Il part du constat selon lequel les sciences sociales se sont considérablement internationalisées, au cours des deux dernières décennies, entraînant dans leur sillage une évolution progressive de leurs cadres référentiels et une refondation des visions et des notions accélérant ainsi la transition vers des approches multiples.

Par ailleurs, le rapport a mis en relief les principales asymétries qui entravent l'accumulation, la transmission et l'utilisation du savoir dans les différentes sociétés. Ces problèmes sont inhérents aux écarts de développement et aux disparités de capacités de recherche en termes de financement, de structures institutionnelles et de production du savoir en la matière.

S'agissant de la cartographie de la production mondiale dans le domaine des sciences sociales, l'Amérique du Nord vient en première position, suivie de l'Europe. Cette configuration renforce davantage le poids central des pays du Nord dans le domaine des sciences sociales. Un autre signe de cette prééminence est d'ordre linguistique puisque 85% des revues de sciences sociales sont en anglais.

Le rapport souligne, également, que les sciences sociales devraient apporter des éléments de réponses aux principaux enjeux sociaux actuels dont notamment: la pauvreté, les inégalités sociales et le changement climatique particulièrement dans les régions où les problèmes sociaux sont les plus aigus et les systèmes de recherche les plus faibles.



Enfin, le rapport suggère plusieurs recommandations susceptibles de combler les lacunes dans le domaine de la recherche en sciences sociales. Il s'agit, notamment, d'encourager les financements concurrentiels des projets de recherche, de renforcer le multilinguisme chez les chercheurs en sciences sociales, de développer les recherches interdisciplinaires et d'élaborer de nouveaux outils numériques pour favoriser une diffusion élargie des travaux de recherche en sciences sociales.



## ◆◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **State-of-the-art electricity storage systems : Indispensable elements of the energy revolution/** Deutsch Bank Research, 2012

Source:[http://www.dbresearch.com/PROD/DBR\\_INTERNET\\_ENPROD/PROD000000000286166.pdf;jsessionid=134E88F22D380E430A6536B70569E342.srv-loc-dbr-com](http://www.dbresearch.com/PROD/DBR_INTERNET_ENPROD/PROD000000000286166.pdf;jsessionid=134E88F22D380E430A6536B70569E342.srv-loc-dbr-com)

Tags : Sciences & Techniques | Stockage électrique | Énergie |

Dans un contexte énergétique mondial marqué par la hausse durable des prix du pétrole et par une multiplication des efforts de lutte contre les effets du changement climatique, plusieurs pays, dont le Maroc, s'orientent davantage vers la diversification de leur mix énergétique, notamment en faveur des énergies renouvelables. L'introduction des énergies renouvelables suppose, néanmoins, leur intégration préalable au système électrique existant et le développement de techniques avancées pour assurer un équilibre entre la production et les besoins énergétiques.

La volatilité des volumes produits par les énergies solaire et éolienne oblige les pays désirant opter pour des énergies vertes à adapter la production énergétique à la demande afin d'éviter des situations de gaspillage énergétique. Le stockage de l'énergie électrique apparaît dès lors comme un moyen adéquat pour absorber les surplus

de production et les mobiliser, ultérieurement, en cas de besoin.

L'étude prévoit qu'à l'horizon 2025, les besoins en termes de stockage électrique seraient amenés à décupler et qu'à l'horizon 2040, il serait nécessaire de stocker environ 40 TWh, pour des semaines, voire des mois afin d'absorber le surplus de production. Dans le cas allemand, l'investissement nécessaire pour assurer ce stockage est estimé à 30 milliards d'euros. Le stockage préconisé par l'étude est un stockage à base d'hydrogène et de méthane à même de garantir le succès de la révolution énergétique. Le développement de la technologie des « smart grids » (réseaux intelligents) est considéré comme étant une voie incontournable, sous réserve que le réseau à mettre en place soit suffisamment étendu sur le plan géographique, pour optimiser les investissements effectués et pour réguler les flux énergétiques en fonction des besoins des différents pays.

Une autre option innovante présentée par l'étude dans le cadre de la gestion des variations au niveau des sources naturelles de l'énergie est représentée par la mise en place de stations électriques « flexibles » qui puissent délivrer de l'électricité en fonction de l'intensité de l'ensoleillement, et la vitesse du vent.

A l'heure actuelle, pour répondre au défi de stockage, trois solutions peuvent être envisagées : le stockage à hydro-pompe, le stockage par air comprimé et le stockage grâce à l'hydrogène (électrolyse) et au méthane (biomasse).





## ECONOMIE

### **► Economic and Trade Relations between North Africa and the Leading Players in the Mediterranean Basin/ The German Marshall Fund of the United State, 2012**

Source: [http://www.gmfus.org/wp-content/files\\_mf/carli\\_forte\\_traderelations\\_mar12.pdf](http://www.gmfus.org/wp-content/files_mf/carli_forte_traderelations_mar12.pdf)

Tags : Economie | Relations commerciales | Méditerranée | Afrique du Nord |

Les pays du monde arabe ont tous subi, à des degrés variables, les répercussions économiques du printemps arabe. Si les retombées politiques ont été largement débattues par les experts, la question de l'impact économique n'a pas connu le même engouement. Dans ce cadre, le « German Marshall Fund » a entrepris une étude publiée en Mars 2012 sur le thème "Economic and Trade Relations between North Africa and the Leading Players in the Mediterranean Basin: What can be Expected after the Arab Spring".

La grande disparité des situations économiques rend difficile la formulation d'un constat transposable à l'ensemble des pays du monde arabe. Ces disparités se constatent en termes de PIB/habitant, de fonctionnement institutionnel et de situation politique. Toutefois, l'ensemble de ces pays a été affecté par les incidences économiques négatives des événements politiques qu'a connues la région, en termes de ralentissement de l'activité économique, de baisse des IDE et de repli des recettes touristiques. Face à cette situation, les gouvernements des pays Nord-africains ont réagi à travers la hausse des salaires dans la fonction publique et le recours aux subventions des produits de base pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Toutefois, ces mesures n'ont pas manqué d'avoir des retombées négatives sur la situation macro-économique de ces pays.

La Tunisie, à titre d'exemple, a connu un creusement significatif du déficit de la balance courante et un déclin de l'activité touristique, estimé à 51% en 2011 par rapport

à 2010. Ce déclin a fortement affecté la croissance économique, compte tenu du poids de ce secteur en termes de valeur ajoutée et d'emploi. La crise libyenne a eu, également, des conséquences négatives sur la Tunisie sur le plan sécuritaire (migrations) et économique (après l'Union Européenne, la Libye est le principal partenaire économique de la Tunisie).

En Egypte, le ralentissement de la production et les dysfonctionnements bancaires liés à l'instabilité politique et sociale ont fortement affecté la santé économique de ce pays. Le secteur industriel a accusé une chute sévère de la production : le déficit commercial a atteint près de 20,8 milliards de dollars en 2010.

Par ailleurs, les événements du printemps arabe ont permis de dévoiler les incohérences du projet d'intégration en Méditerranée, initié par le processus de Barcelone. En effet, l'Union Européenne semble avoir relativement marginalisé ses partenaires de la rive Sud de la Méditerranée au profit d'un redéploiement de ses priorités stratégiques vers l'Europe de l'Est.

Face à ce désengagement relatif à l'Europe, la Chine et la Turquie connaissent un succès croissant dans la région : la politique extérieure d'Ankara semble porter ses fruits avec les prémices d'un leadership turque dans la région, qui reste cependant tributaire des évolutions des situations politiques dans les pays arabes. De même, la part de la Chine sur les marchés de l'Afrique du Nord ne cesse de croître au point de concurrencer celle de certains pays européens.

Enfin, le rapport souligne que pour se repositionner de manière stratégique dans le monde arabe, l'Union européenne doit accompagner les pays de la région dans cette phase cruciale de transition démocratique, en encourageant le commerce régional méditerranéen et en libéralisant les barrières à l'entrée des produits en provenance de la rive Sud (notamment l'entrée des produits agricoles qui demeure fortement pénalisée par la Politique Agricole Commune). En conclusion, l'étude estime que l'arrivée de gouvernements à référentiel islamique ne devrait pas avoir d'incidences notables sur les choix de



développement économiques initiaux, y compris la nature et la profondeur des relations économiques et financières établies entre les pays de l'Afrique du Nord et leurs partenaires européens.

### ► La Diète Méditerranéenne pour un développement régional durable/

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, 2012

Source: [http://www.gmfus.org/wp-content/files\\_mf/carli\\_forte\\_traderelations\\_mar12.pdf](http://www.gmfus.org/wp-content/files_mf/carli_forte_traderelations_mar12.pdf)

Tags : Economie | Relations commerciales | Méditerranée | Afrique du Nord |

Au cours du Sommet Mondial de l'Alimentation organisé par la FAO en 1996 à Rome, l'accent a été mis sur le droit de chacun à disposer d'une alimentation saine et en quantité suffisante. La présente étude prospective, menée par le comité scientifique et technique d'Agropolis International, s'est attelée sur cette question en mettant en relief les principales inquiétudes soulevées en la matière.

L'étude examine les vulnérabilités environnementales relevées dans plusieurs domaines, en l'occurrence : L'eau, les écosystèmes et la biodiversité, les systèmes de production, les pathologies, les technologies alimentaires, la nutrition et la santé, l'aménagement de l'espace, la formation et la gouvernance.

Les résultats de l'étude ont mis en relief quelques enseignements pertinents en matière de développement agricole durable, il s'agit notamment de :

- La nécessité d'atténuer la pression sur l'agriculture périurbaine à cause de la croissance anarchique des villes à travers la préservation de l'interface entre le milieu urbain et le milieu rural.
- L'importance de recourir à de nouvelles méthodes de gestion optimale de la ressource aquatique, l'amélioration du potentiel productif des zones non agricoles, et la régulation des prix des aliments de base.

- La mise au point de procédures de régulation par l'introduction de normes concernant les émissions de dioxyde de carbone, la gestion de l'innocuité des OGM et la mise en place d'une nouvelle fiscalité des produits alimentaires et mesures modifiant les comportements des consommateurs.

Les priorités mises en relief dans le cadre de cette étude n'ont de sens que si, parallèlement, des réformes importantes sont mises en place touchant notamment les services de base (santé, éducation, logements, ...) afin d'améliorer la situation des populations rurales.



### ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

### ► The Dynamics of Global Water Futures: Driving Forces 2011-2050/

UNESCO, 2012

Source: <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002153/215377e.pdf>

Tags : Environnement | Eau | Prospective | Scénarios |

L'évolution démographique effrénée, suite à l'amélioration des conditions médicales et aux mouvements d'émigration et d'urbanisation, a généré des besoins de plus en plus importants en énergie et autres consommables naturels. Dans le cas spécifique de l'eau, la montée de l'aridité sous l'effet du changement climatique et la surexploitation des écosystèmes, ont ravivé les inquiétudes quant à la disponibilité des ressources en eau pour les générations futures.

Or, malgré la prise de conscience au sujet de la pénurie d'eau, plusieurs problèmes d'ordre social, culturel et éthique persistent et constituent des facteurs aggravant le risque du stress hydrique.

L'objectif de ce rapport est de dresser les scénarios possibles de l'évolution des systèmes hydriques mondiaux à l'horizon 2050.



Le rapport identifie neuf facteurs clés pour l'étude des scénarios possibles de l'évolution des systèmes de l'eau dans les décennies à venir: stress hydrique, bien-être humain, croissance démographique, valeurs et habitudes de vie, croissance économique, développement technologique, changement climatique, état des écosystèmes et coopération mondiale.

Le premier scénario envisage la poursuite des tendances actuelles : reprise de la croissance économique, stabilité démographique, meilleure gestion des eaux basée sur les innovations technologiques ainsi qu'une concentration mondiale sur la sécurité. Toutefois, ces tendances seraient contraintes par l'impact du changement climatique, la dégradation des écosystèmes suite à l'expansion urbaine et à la pollution ainsi que la persistance de la pauvreté

Le second scénario prévoit une fragilité économique et technologique, une dégradation des écosystèmes suite à la déforestation et la pollution agrochimique, l'intensification des conflits et du terrorisme, et un accroissement remarquable du stress hydrique.

Le troisième scénario table sur une forte croissance économique couplée à un essor technologique au profit de l'écologie. Il souligne, toutefois, l'apparition de nouvelles épidémies dues à l'influence humaine ravageuse sur l'écosystème, le consumérisme suprême, le règne de l'inégalité sociale et de la pauvreté malgré l'amélioration des conditions de vie d'une large fraction de la population mondiale.

Le quatrième scénario qualifié d'optimiste, prévoit le développement d'une économie responsable, l'apparition des écotecnologies, la diminution des émissions de gaz à effet de serre suite à la crise économique induisant une stabilisation progressive du climat, l'apparition d'un système international de gouvernance qui tient compte de la gestion de l'eau.

Le cinquième scénario suppose un recul économique du fait du changement climatique, une augmentation du taux de

décès, une stagnation du développement technologique, une dégradation et extinction des écosystèmes à cause notamment de l'absence de toute forme de coopération internationale, de la désintégration de l'ordre social, de l'aggravation du stress hydrique et l'accroissement du niveau de pauvreté et de criminalité.

## ► **World energy, technology and climate policy outlook** / Commission Européenne, 2012

Source:[http://ec.europa.eu/research/energy/message\\_en.cfm?uripath=research/energy/gp/gp\\_pu&urifile=article\\_1257\\_en.htm](http://ec.europa.eu/research/energy/message_en.cfm?uripath=research/energy/gp/gp_pu&urifile=article_1257_en.htm)

Tags : Environnement | Technologie | Changement climatique | Gaz | Prospective | Scénarios |

En 2030, la demande mondiale en énergie augmenterait de 50 % par rapport à 2008. A ce constat, s'ajoutent deux phénomènes concomitants : le changement climatique et l'épuisement programmé des ressources énergétiques d'origine fossile.

Dans ce contexte, le présent rapport se base sur un scénario de référence qui décrit la situation énergétique mondiale en supposant une continuation des tendances actuelles.

La demande énergétique mondiale devrait augmenter d'environ 1,8% par an entre 2000 et 2030. Plus de la moitié de cette demande émanerait des pays en développement, contre 40% aujourd'hui. La situation énergétique mondiale continuerait d'être dominée par les combustibles fossiles, qui représenteraient quasiment 90% de l'approvisionnement énergétique total en 2030 ; le pétrole resterait la première source d'énergie (34%), suivi du charbon (28%). Pour sa part, le gaz naturel représenterait un quart de l'approvisionnement énergétique mondial en 2030, sous l'effet de la forte demande suscitée par la production d'électricité.

En termes d'émissions de CO2 et étant donné que les combustibles fossiles restent prédominants, les émissions devraient



augmenter plus rapidement par rapport à la consommation d'énergie (2,1% par an en moyenne).

S'agissant de l'impact des changements relatifs aux ressources en hydrocarbures et aux développements technologiques, le rapport relève qu'en cas de diminution des ressources en hydrocarbures, les prix du pétrole et du gaz seraient beaucoup plus élevés que dans le scénario de référence. La hausse des prix ferait baisser la demande énergétique mondiale (-3%), ce qui favoriserait particulièrement le charbon et les énergies non fossiles, et réduirait la demande de gaz naturel (-13%) et de pétrole (-6%). Il en résulte que les émissions mondiales de CO2 diminuent de 2% par rapport au scénario de référence.

La demande de gaz naturel devrait augmenter partout dans le monde : certaines régions aux réserves limitées ou en baisse deviendraient de purs importateurs, ce qui modifierait sensiblement les schémas des échanges mondiaux de gaz. Ces conséquences se traduiraient par des risques importants pour l'Union européenne en matière d'approvisionnement. Il serait, cependant, possible de les limiter grâce à la multiplication des routes de transport du gaz, la meilleure intégration du réseau gazier européen et un dialogue continu avec les pays producteurs de gaz.

En attribuant une valeur spécifique au carbone pour l'utilisation des combustibles fossiles, les émissions de CO2 en 2030 diminueraient de 21% au niveau mondial par rapport au scénario de référence, et de 26% dans l'Union européenne. Au niveau mondial, cette réduction proviendrait de la baisse de la demande énergétique et de celle de l'intensité en carbone de la consommation d'énergie.



## **L'Union Européenne et le Maghreb : Quel engagement un an après le « Printemps arabe »? : La sécurité durable au Maghreb/** Thomas More, 2012

Source : <http://securitedurable.com/wpcontent/uploads/2012/02/RapportITMSecuriteDurableMaghreb2012.pdf>

Tags : Politique | Sécurité | Union Européenne | Maghreb | Printemps Arabe |

La montée en puissance du terrorisme et du développement d'une « société de risque », met en péril les fondements politiques de l'Etat et de la cohésion sociale à l'intérieur des pays. Dans ce contexte la sécurité maghrébine constitue pour l'Union européenne une question stratégique compte tenu de la proximité géographique, des liens historiques, de l'intensité des liens économiques et de l'importance des flux migratoires.

Pour mieux cerner les enjeux que représentent un Maghreb sécurisé pour l'Union européenne, l'institut Thomas More avait réalisé en 2010 un rapport intitulé : « Pour une sécurité durable au Maghreb : Une chance pour la région, un engagement pour l'Union Européenne », dans lequel, il avait mis en exergue les rendez-vous manqués au sein de la région et l'avenir des relations entre les deux rives en matière sécuritaire. En février 2012, soit une année après le déclenchement du « printemps arabe », l'Institut a publié un deuxième rapport, qui scrute les relations entre l'Union européenne et le Maghreb à l'aune des profonds changements consécutifs aux révolutions arabes.

Les revendications socio-politiques dans certains pays maghrébins sont porteurs à la fois d'espoirs et d'inquiétudes. Les principaux défis portent, entre autres, sur l'ancrage démocratique dans la région, la lutte contre la corruption et les inégalités sociales.



Sur le plan sécuritaire une dégradation considérable de la situation au Maghreb a été enregistrée, à la suite de la guerre civile en Libye et des circulations d'armes qui en ont résulté. Dans ce sens, le terrorisme demeure la principale menace pour la sécurité dans cette région notamment dans la bande sahélo-saharienne. D'où la nécessité pour les États européens de renforcer et élargir la coopération régionale, en se basant sur une approche globale, coordonnée et concertée, incluant la modernisation des forces de sécurité, la gouvernance et un développement durable répondant aux attentes des populations locales.

L'établissement d'un développement durable au Maghreb passe inéluctablement par une relance effective de l'Union du Maghreb Arabe, en se basant sur une approche progressive qui privilégie les domaines de coopération mutuellement bénéfiques pour les pays maghrébins. Dans le même sens, le renforcement de la coopération nécessite la réouverture des frontières entre le Maroc et l'Algérie et l'appui à la proposition marocaine en ce qui concerne la question nationale du Sahara.

D'après le rapport, le plan marocain d'autonomie, représente « la seule solution la plus réaliste et la plus crédible à la sortie du conflit du Sahara ».

# INDEX DES TAGS

---

## **E**

---

Énergie ..... 2

## **M**

---

Maghreb ..... 6

## **P**

---

Politique ..... 6

Printemps Arabe ..... 6

## **S**

---

Savoir ..... 1

Sciences & Techniques ..... 2

Sciences Sociales ..... 1

Sécurité ..... 6

Société ..... 1

Stockage électrique ..... 2

## **U**

---

Union Européenne ..... 6

